



# ACADÉMIE DE MAYOTTE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Mamoudzou, le 17 janvier 2024

Monsieur le Recteur

à

Monsieur le Directeur du CUFR  
Mesdames et Messieurs les  
inspecteurs  
Mesdames et Messieurs les  
chefs d'établissements

## ACTE OFFICIEL OBLIGATOIRE

Division des Personnels  
enseignants du premier degré –  
DPE1D

**Objet : Temps partiel : première demande et renouvellement au titre de l'année scolaire 2024-2025**

Réf. Note de service Temps partiel

Affaire suivie par :  
Sébastien NOCERA  
Abdou ZIADY

Téléphone :  
02.69.61.92.60  
02.69.63.33.91

Courriel :  
dpe@ac-mayotte.fr

Site internet :  
<http://www.ac-mayotte.fr>

Adresse :  
BP 76  
97 600 MAMOUDZOU

### Référence :

Ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice de fonctions à temps partiel.  
Décret n°82-624 du 20 juillet 1982 et ses modifications.  
Loi n°84-16 du 11 janvier 1984.  
Décret n°2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé.  
Décret n°2002-1389 du 21 novembre 2002 modifiant le décret n°82-624 du 20 juillet 1982.

La présente note a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre du dispositif réglementaire visé en objet.

Les demandes des personnels enseignants qui souhaitent reprendre leur service à temps complet ou bénéficier du régime de travail à temps partiel pour l'année scolaire 2024/2025 doivent être transmises impérativement **avant le 8 mars 2024**.

Il est rappelé que l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel ne peut être inférieure à 50%.

**L'autorisation d'assurer un service à temps partiel ne peut être donnée que pour une période correspondant à une année scolaire.**

## I. TEMPS PARTIEL DE DROIT

### I-1. Bénéficiaires

Le temps partiel de droit peut être accordé dans les cas ci-dessous :

- ✓ À l'occasion de chaque naissance, jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ;
- ✓ À l'occasion de chaque adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ;
- ✓ Pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge, ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident, ou d'une maladie grave ;
- ✓ Aux fonctionnaires handicapés relevant d'une catégorie visée aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L323-3 du code de travail (RQTH, pension d'invalidité, carte d'invalidité, allocation ou rente d'invalidité ou allocation adulte handicapé) ;

La quotité est accordée de plein droit aux fonctionnaires demandeurs. Celle-ci peut être égale à 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire de service.

⚠ Le temps partiel de droit ne peut prendre effet, en cours d'année scolaire, qu'à la suite d'un congé de maternité, de paternité ou d'adoption, d'un congé parental.

En conséquence et pour des raisons d'organisation de service, l'annualisation de cette formule n'est pas possible en cours d'année.

### **I-2. La demande**

Pour toute demande, il convient d'utiliser le formulaire joint (annexe 1) accompagné des pièces suivantes :

- ✓ En cas de demande pour raisons familiales (naissance ou adoption) : une copie du livret de famille ;
- ✓ En cas de temps pris pour des soins : un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier (à renouveler tous les 6 mois), un document attestant du lien de parenté, une copie de la carte d'invalidité ou attestant de versement de l'allocation pour adultes handicapés ou de l'allocation d'éducation spéciale (enfant handicapé).
- ✓ En cas de temps partiel pris par un fonctionnaire bénéficiaire de l'obligation d'emploi (BOE) : pièce justifiant de l'état de santé du fonctionnaire, l'avis du médecin de prévention.

La demande d'exercer à temps partiel de droit pour la prochaine année scolaire doit être préalablement remise au supérieur hiérarchique qui doit impérativement la viser avant transmission à la DPE1D.

Il est demandé à chaque agent bénéficiaire d'un temps partiel de bien vouloir indiquer à l'administration son intention, ou non, de prolonger sa situation.

En cours d'année scolaire, la demande est présentée **au moins deux mois** avant le début de l'exercice à temps partiel et **celle-ci vaut engagement définitif**.

### **I-3. La sortie du dispositif**

Le temps partiel de droit cesse automatiquement :

- ✓ Le jour des trois ans de l'enfant, ou en cas d'adoption, le jour de l'échéance du délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ;
- ✓ Lorsqu'il est établi que l'état de santé du conjoint, de l'enfant ou de l'ascendant ne nécessite plus la présence du fonctionnaire ;

⚠ Lorsque l'enfant atteint l'âge de trois ans en cours d'année scolaire, le temps partiel pour raisons familiales sera modifié en un temps partiel sur autorisation jusqu'à la fin de l'année scolaire.

## **II. LE TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION**

Le régime de temps partiel sur autorisation est subordonné aux nécessités de fonctionnement du service et s'inscrit dans le cadre général de la préparation de la rentrée scolaire et des moyens en emplois et personnels alloués par le Ministère de l'Education Nationale.

### **II-1. Le temps partiel sur autorisation est accordé dans l'intérêt du service.**

Le cumul d'activité relève du temps partiel sur autorisation. Les demandes initiales ou de renouvellement de temps partiel sont appréciés par l'autorité académique au regard de l'intérêt du service, après recueil de l'avis du supérieur hiérarchique.

### **II-2. La demande de temps partiel sur autorisation**

Pour toute demande initiale ou de renouvellement, il convient d'utiliser le formulaire joint (annexe 1).

### **II-3. Précisions importantes concernant la demande initiale ou le renouvellement d'un temps partiel sur autorisation.**

Dans la mesure où la quotité demandée est susceptible d'être incompatible avec les nécessités du service, les personnels doivent indiquer dans tous les cas :

- Leur accord portant sur une éventuelle modification de la quotité de travail souhaitée
- OU**
- Leur refus de toute modification de cette quotité. Dans ce cas, ils voudront bien indiquer si, en cas d'incompatibilité avec les nécessités du service, ils optent pour une quotité à temps plein ou pour une quotité à **mi-temps**.

L'autorisation accordée par l'autorité académique n'est pas révisable.

Le temps partiel sur autorisation est une modalité de service choisie pour laquelle **l'accord de l'IEN ou du chef d'établissement est requis**. Ce dernier peut s'opposer à une demande de temps partiel sur autorisation pour des motifs liés aux nécessités de service, compte tenu des contraintes de l'organisation pédagogique.

Lorsque l'inspecteur de circonscription ou chef d'établissement porte un avis défavorable, cet avis doit être brièvement motivé. Le fonctionnaire faisant l'objet d'une décision défavorable en est informé par l'autorité académique et peut demander que sa situation soit soumise à la commission administrative paritaire compétente.

La réglementation prévoit la tacite de reconduction de temps partiel dans la limite de trois ans. Toutefois, afin de préparer au mieux les opérations de rentrée, il est demandé de remplir le formulaire (annexe 1) de toute demande de renouvellement et de porter à la connaissance de l'administration l'information suivante :

- ✓ Maintien de la même quotité ;
- ✓ Modification de la quotité ;
- ✓ Reprise à temps plein ;

L'article 15 du décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif aux cumuls d'activités mentionne que les fonctionnaires ou agents non titulaires de droit public qui créent ou reprennent une entreprise (après recueil de l'avis de la commission de déontologie) doivent remplir le formulaire d'autorisation d'exercer en temps partiel accordé pour deux années au maximum.

### **III. LE TEMPS PARTIEL ANNUALISÉ**

Le bénéfice du temps partiel annualisé qui peut concerner toute forme de temps partiel (sur autorisation ou de droit), ne sera accordé que si cela est compatible avec les nécessités de service et la continuité du service public. Pour des raisons de continuité de service, il ne sera fait recours qu'à une seule alternance dans l'année, à savoir une période travaillée à temps complet suivie d'une période non travaillée, ou inversement.

Toutefois, la durée du service à temps partiel peut également être annualisée et répartie selon un mode alternant des semaines travaillées d'un commun accord entre l'enseignant et le supérieur hiérarchique.

L'agent sollicitant un temps partiel annualisé doit motiver sa demande dans un courrier accompagné du formulaire (annexe 1) et doit préciser la période travaillée qu'il aura choisie.

Il est précisé ici que les demandes de mi-temps annualisée seront examinées strictement à la mesure des besoins du service.

Exemple : au titre de l'année scolaire 2024/2025, un enseignant qui demande à bénéficier d'une mi-temps annualisée (50%) se voit offrir deux possibilités :

- soit exercer à temps complet du 23 août 2024 au 13 février 2025 (hors vacances scolaires)
- soit exercer à temps complet du 13 février 2025 au 31 août 2025 (hors vacances scolaires)

#### **IV. DUREE**

L'autorisation d'assurer un service à temps partiel est octroyé pour des périodes comprises entre six mois et un an, renouvelable, pour la même durée par tacite de reconduction dans la limite des trois ans. Il ne peut être donné que pour une période correspondant à une année scolaire.



À l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel doit faire l'objet d'une demande. En revanche, **le temps partiel est suspendu** pendant :

- ✓ La durée du congé de maternité, de paternité ou d'adoption
- ✓ La durée d'une formation si celle-ci est incompatible avec le temps partiel

#### **V. SURCOTISATION**

Les personnels bénéficiant d'un temps partiel sur autorisation ou de droit peuvent demander à surcotiser à temps plein pour le calcul de la retraite :

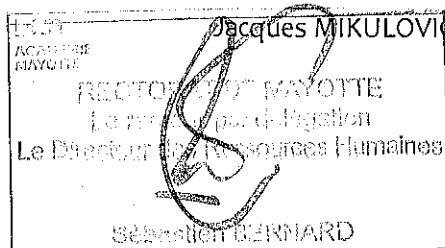
- ✓ Pour les personnels bénéficiant d'un temps partiel de droit pour élever un enfant de moins de 3 ans ou pour adopter, la surcotisation est gratuite et de droit (sans versement de cotisation par le bénéficiaire).
- ✓ Pour les personnels ayant une reconnaissance de travailleur handicapé **dont l'incapacité permanente est au moins de 80%**, la surcotisation est à taux réduit. Les intéressés doivent justifier de leur taux d'invalidité ;
- ✓ Pour tous les autres cas, la surcotisation se fera à taux plein

Le choix doit être formulé en même temps que la demande de travail à temps partiel. La surcotisation ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée de cotisation de plus de quatre trimestres au cours de la carrière. La durée pendant laquelle un fonctionnaire peut surcotiser dépend donc la quotité de travail choisie.

#### **VI. REINTEGRATION et TRANSMISSION DES DEMANDES**

L'autorisation d'exercer à temps partiel vaut pour l'année scolaire. Toutefois, en cas de situation exceptionnelle prévue par la réglementation en vigueur<sup>1</sup> et notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement de la situation familiale, la réintégration anticipée à temps plein peut être demandée. Les demandes doivent être justifiées et feront l'objet d'un examen au cas par cas en fonction des nécessités de service.

Enfin, les dossiers complets avec le formulaire (annexe 1) dûment complété devront être communiqués **au service de la DPE1D pour le 10 mars 2023** et tout dossier incomplet ne sera pas traité.



<sup>1</sup> Article 2 du décret n°82-624 du 20/07/1982

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE TEMPS PARTIEL pour l'année scolaire  
2024-2025**

**A RETOURNER POUR le 8 MARS 2024**

Division des personnels enseignants  
Premier degré

DEMANDE D'EXERCICE A TEMPS PARTIEL  (1)

DEMANDE D'EXERCICE A TEMPS COMPLET  (1)

<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme NOM – Prénom ..... .....	Grade : ..... ..... .....
NOM de jeune fille ..... .....	Date de naissance : .....
Etablissement d'exercice au cours de la présente année scolaire : ..... ..... .....	
<b>Attention : RUBRIQUES A RENSEIGNER OBLIGATOIREMENT</b>	
<b>VOEUX</b>	
I - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE reprendre l'exercice de ses fonctions à TEMPS COMPLET à la rentrée 2023</b>	
II - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE exercer à TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION durant l'année scolaire 2023-2024</b> <input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser	
III - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE exercer à TEMPS PARTIEL DE DROIT POUR RAISONS FAMILIALES à la rentrée 2024</b> (loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 – article 37 bis)	
1) <input type="checkbox"/> <b>POUR ELEVER UN ENFANT DE MOINS DE TROIS ANS</b> NB : si cet enfant atteint l'âge de 3 ans au cours de l'année 2023-2024 – date à préciser : ..... <input type="checkbox"/> demande à reprendre son activité à temps plein <input type="checkbox"/> demande à demeurer à temps partiel sur autorisation pour le reste de l'année scolaire 2024-2025. Dans ce cas : <input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser pour cette période de temps partiel sur autorisation <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser pour cette période de temps partiel sur autorisation	
2) <input type="checkbox"/> <b>AUTRES MOTIFS DE TEMPS PARTIEL DE DROIT</b> <input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser	
IV - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE exercer à TEMPS PARTIEL DE DROIT pour un autre motif à la rentrée scolaire 2024</b> <p style="text-align: center;">POUR UN PERSONNEL EN SITUATION DE HANDICAP</p> <input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser (pour surcotiser à taux réduit, joindre la copie de la carte d'invalidité) <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser	
<b>MUTATION</b>	
(1) SOLLICITE une mutation pour la prochaine année scolaire : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
<b>NOMBRE D'HEURES SOLLICITEES</b>	

\* Pour les enseignants, précisez-le sous forme de fraction de l'ORS (ex : 12/18 pour un professeur certifié) : ...../.....

\* Pour les CPE et PSYEN, formulez votre demande en % de l'ORS  50%  60%  70%  80%  90%

- Pour un temps partiel sur autorisation, la quotité demandée doit être exprimée en un nombre d'heures entier, compris entre 50% et 90% du service hebdomadaire exigible, sauf pour les CPE et les PSYEN qui doivent exprimer leur demande en pourcentage de l'ORS. Cette quotité peut être modifiée de plus ou moins deux heures par le chef d'établissement selon les nécessités de service pour les enseignants.
- Pour un temps partiel de droit, la quotité demandée doit être exprimée en un nombre d'heures entier, compris entre 50% et 80% du service hebdomadaire exigible, sauf pour les CPE et les PSYEN qui doivent exprimer leur demande en pourcentage de l'ORS.

Cette quotité peut être modifiée de plus ou moins deux heures selon les nécessités de service pour les enseignants.

NB : Par exception à cette règle, la demande de temps partiel de droit formulée à 80% (soit une quotité non entière de 14h40 pour les professeurs certifiés et les PLP) peut être acceptée uniquement dans le cadre d'un temps partiel de droit à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou chaque adoption.

Au cas où les nécessités de service se révéleraient être incompatibles avec la quotité horaire demandée, à PLUS ou MOINS DEUX HEURES près,

JE CHOISIS d'exercer dans ce cas :

A MI-TEMPS (1)

A TEMPS COMPLET (1)

A ....., le .....

Signature

#### PROPOSITIONS DU CHEF D'ETABLISSEMENT RELATIVES A LA DEMANDE DE TEMPS PARTIEL

- Quotité qui peut être accordée à l'intéressé (e) (y compris, heures de décharge de service éventuelles ou modifications de + ou - 2 heures) :  
.....

- Nombres d'heures libérées (l'intéressé (e) ne pourra pas percevoir d'HSA) :  
.....

- Ces heures doivent-elles être pourvues ?  OUI  NON

- Si OUI dans quelle discipline ? .....

A ....., le .....

Signature du chef d'établissement,

Signature de l'intéressé (e)

Précédée de la mention « VU ET PRIS CONNAISSANCE »

(1) Cocher la case correspondante